



RECUEIL DES ACTES

ADMINISTRATIFS

**N°81-2010-067 SPECIAL**

**DECEMBRE 2010**

PUBLIÉ LE 16 DECEMBRE 2010



PRÉFECTURE DU TARN

**NUMERO SPECIAL**

**Recueil**

**des Actes**

**Administratifs**

**2010  
EPREUVES SPORTIVES**

**Sommaire affiché le 16 décembre 2010**

# RECUEIL SPECIAL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE

## SOMMAIRE

Les extraits d'actes inscrits au sommaire peuvent être consultés au bureau d'accueil de la préfecture du Tarn ou sur le site internet de la préfecture du Tarn à l'adresse suivante :  
**[www.tarn.gouv.fr](http://www.tarn.gouv.fr) (rubrique - publications)**

---

Arrêté autorisant une manifestation sportive sur la voie publique « Corrida de Noël » le 19 décembre 2010 (AP en date du 15 décembre 2010)



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU TARN

CABINET

Bureau de la sécurité routière

**Arrêté autorisant une manifestation sportive sur la voie publique**  
*« Corrida de Noël » le 19 décembre 2010*

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la route ;
- Vu le code de santé publique ;
- Vu le code du sport ;
- Vu le décret du président de la République du 11 juin 2009 portant nomination de Madame Marcelle PIERROT en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010 portant délégation de signature à M. Jean-Gabriel DELACROY, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture du Tarn ;
- Vu la demande présentée le 24 septembre 2010 par Mme Céline LAUNAI, présidente de l'association Les pointes de Saint-Sulpice Athlétisme, en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser le 19 décembre 2010, une course pédestre intitulée « La corrida de Noël » ;
- Vu les avis du président du conseil général du Tarn, du maire de Saint-Sulpice, du commandant du groupement de gendarmerie du Tarn, du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, du directeur départemental des services d'incendie et de secours, du président du comité départemental des courses hors stade ;

*Sur proposition du directeur de cabinet de la préfecture,*

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** – L'association « Les pointes de Saint-Sulpice athlétisme », représentée par Madame Céline LAUNAI, est autorisée à organiser, le 19 décembre 2010, une course pédestre intitulée « La corrida de Noël ».

L'épreuve se déroulera conformément aux modalités exposées dans la demande susvisée, sur un parcours dont le tracé est annexé au dossier déposé par le pétitionnaire.

**Article 2** – Cette autorisation est accordée sous réserve que l'organisateur assure lui-même et sous son entière responsabilité la sécurité des concurrents et des usagers de la voie publique. A cet effet :

- Il lui est prescrit de recommander la prudence aux concurrents en leur signalant les particularités du circuit ;
- Pour assurer la protection de passage dans les carrefours et autres points stratégiques où il faut rendre la course prioritaire, il est mis en place des moyens matériels, barrières modèle K2 et (ou) piquets mobiles type K10, et des moyens humains ;
- Chaque intersection et point dangereux sont protégés par un ou plusieurs signaleurs. Ils sont chargés de réguler la circulation qui doit s'effectuer avec prudence. Ces signaleurs sont titulaires du permis de conduire à l'état valide et porteurs de gilets de visualisation ou de brassard réfléchissants. Ils sont mis en place un quart d'heure au moins et une demi-heure au plus avant le passage de la course et retirés un quart d'heure après le passage du véhicule annonçant la fin de course. Ils sont tous munis d'une copie de la présente autorisation. Leur présence doit être constante et effective. En cas d'incident ou d'accident, ils ont à charge de prévenir par voie téléphonique les personnels de sécurité et de secours.
- Sur la partie de la voie publique ouverte à la circulation, les participants respectent le code de la route et se conforment aux prescriptions des signaleurs ;
- Les interdictions et déviations nécessaires sont prises en charge par la commune de Saint-Sulpice : le SDIS doit en être avisé. La circulation et le stationnement des véhicules sera réglementée comme suit :
  - ❖ le stationnement de tout véhicule sera interdit avenue Rhin et Danube (partie comprise entre l'avenue Auguste Milhès et l'avenue Vialas) et sur le parking de la salle Polyespace, de 6h à 20h,
  - ❖ la circulation sera interdite lors du passage des coureurs : chemin de la Messale, avenue Rhin et Danube, avenue Pasteur, faubourg Saint-Marc, route d'Azas, chemin des Soumyariès, route de Roquesérière, avenue des Terres Noires, chemin de la Planquette, faubourg de la Planquette et rue des Montamats.
- Les dispositions précitées seront matérialisées par des panneaux réglementaires mis en place par le pétitionnaire ;
- Les zones de départ et d'arrivée sont neutralisées afin d'y garantir la sécurité des participants et des spectateurs ;
- Une clôture est installée de chaque côté de la route, avant et après la ligne d'arrivée. Elle est fixée de telle sorte qu'elle puisse retenir les spectateurs et laisser le libre passage des coureurs sur une largeur suffisante de la chaussée ;
- Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que les stationnements incontrôlés ne constituent pas un obstacle pour les moyens de secours et les concurrents ;
- A tout moment et en tout lieu, les forces de l'ordre et les organismes de secours ont libre passage.

**Article 3** - L'organisateur prend à sa charge les frais du service d'ordre exceptionnel mis en place à l'occasion du déroulement de l'épreuve.

**Article 4** – L'organisateur doit faire remplir et respecter les obligations, outre celle résultant des lois et règlement en vigueur, qui ont été édictées par les maires des communes concernées par l'épreuve, pour garantir le bon ordre et la sécurité publique à l'occasion de la manifestation.

**Article 5** - Un PC course disposant de liaisons fiables, contrôlées avant le début de la manifestation (moyens téléphoniques ou radio), est installé afin de centraliser les demandes de secours émanant du site de la manifestation. L'organisateur communique au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) les coordonnées téléphoniques du PC ainsi que le ou les points de rencontre avec les secours extérieurs susceptibles d'arriver en renfort.

En cas d'accident ou de sinistre occasionné par le simple fait de cette manifestation, les organisateurs doivent faire appel aux moyens du SDIS par appel du 18 ou du 112.

Un itinéraire est réservé aux véhicules de secours.

Les consignes de sécurité sont affichées à proximité du départ de la manifestation. Elles comportent les numéros d'appel des moyens de secours (pompiers, gendarmerie, SAMU, médecin...), l'emplacement du combiné téléphonique le plus proche, la localisation du ou des points de rencontre avec les renforts extérieurs, les dispositions à prendre en cas de sinistre.

**Article 6** - Une présence sanitaire est assurée lors de l'épreuve. Un dispositif de sécurité comprenant un médecin, une équipe de quatre secouristes titulaires du diplôme de premier secours en équipe (PSE) niveau 2 ou équivalent et un véhicule de premiers secours à personne est mis en place à l'occasion de la manifestation.

**Article 7** - L'organisateur s'assure que les conditions météorologiques ne sont pas incompatibles avec la tenue d'une telle manifestation (orages, vents forts, etc...).

**Article 8** - Sont interdits :

1°) le jet, sur la voie publique, de tout imprimé ou objet par toute personne participant ou assistant à quelque titre que ce soit à la manifestation,

2°) l'apposition de papillons, flèches ou affiches indiquant l'itinéraire sur les panneaux de signalisation routière, bornes, arbres et parapets.

Le cas échéant, des peintures qui auront disparu au plus tard 72 heures après le passage de l'épreuve, soit naturellement, soit par les soins de l'organisateur, peuvent être utilisées pour le marquage provisoire de la chaussée. Les couleurs employées à cet effet ne doivent, en aucun cas, ressembler à celles utilisées pour la signalisation routière horizontale, à savoir le blanc et le jaune ainsi que toutes les nuances argent ou gris clair.

**Article 9** - Le responsable de la manifestation veille au respect de l'environnement. A cet effet l'arrêté préfectoral du 22 février 1999 relatif à la prévention des incendies dans les espaces naturels combustibles est appliqué.

Les sites sont nettoyés après le passage de la course, il ne doit subsister aucun dépôt d'immondices ni de dégradations.

**Article 10** - L'organisateur déclare dégager expressément l'Etat, les départements, les communes et leurs représentants de toute responsabilité civile pour les dommages qui pourraient être causés aux personnes et aux biens par le fait de l'épreuve ou d'un accident survenu au cours ou à l'occasion de l'épreuve.

A cet effet, il s'engage à supporter ces risques et déclare être assuré auprès d'une compagnie agréée et notoirement solvable par un contrat spécifiant qu'en aucun cas cette compagnie ne pourra mettre en cause la responsabilité administrative.

**Article 11** – Le directeur de cabinet de la préfecture du Tarn, le président du conseil général du Tarn, le maire de Saint-Sulpice, le commandant du groupement de gendarmerie du Tarn, le directeur départemental du service d'incendie et de secours, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le président du comité départemental des courses hors stade ainsi que le pétitionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn.

Albi, le 15 DEC. 2010

Pour la préfète, et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet,

JEAN-GABRIEL DELACROY

**Délais et voies de recours :**

Si vous estimez devoir contester le présent arrêté, vous avez la possibilité de former dans le délai de deux mois à compter de sa notification:

- soit un recours gracieux auprès de mes services (Préfet du Tarn – cabinet – bureau de la sécurité routière – place de la préfecture – 81013 ALBI CEDEX 9). Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de l'arrêté contesté,

- soit un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales - Place Beauvau - 75007 PARIS. Votre recours doit être écrit en langue française, exposer les arguments et faits nouveaux ; vous devez y joindre copie de la décision contestée.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

*Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.*

- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de TOULOUSE, 68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 TOULOUSE CEDEX 7 (tél : 05.62.73.57.57 – fax : 05.62.73.57.40), contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis que vous invoquez.

*Ce recours juridictionnel, qui lui non plus n'a aucun effet suspensif, doit être enregistré au greffe du tribunal administratif de TOULOUSE au plus tard avant l'expiration du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de notification du présent arrêté (ou bien du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique*